

Document

La crise financière : une chance pour la planète ?

par Thierry Gaudin (<http://www.cawa.fr>)

Au vu des sauvetages aussi précipités qu'erratiques de ces dernières semaines, il semble que la crise, commencée il y a plus d'un an avec l'éclatement de la bulle des subprimes, donne lieu à des interprétations prospectives très insuffisantes.

Les scénarios auxquels semblent se référer les décideurs de la génération du baby boom sont ceux qu'ils ont connus : la bulle de 1987, due à l'introduction d'automates d'arbitrage ; les bulles financières qui ont éclaté dans les années 90 en Thaïlande, en Indonésie, en Corée, en Russie, au Japon, en Argentine, dues à des mouvements spéculatifs de capitaux mal informés ; ou encore la bulle des nouvelles technologies qui a marqué le début du troisième millénaire. Tous ces événements ont ancré l'idée que les bulles passent, la finance reste, égale à elle-même et continue à dominer le monde en dépit, ou à cause de ses fougades.

En témoignent les baisses des taux du 8 Octobre, reprenant la politique de Greenspan des années 90. À court terme, la baisse des taux est un instrument de réglage. Mais à long terme une baisse de taux prolongée permet de vivre au-dessus de ses moyens, et même de multiplier les emplois improductifs voire néfastes. C'est ce qui s'est produit aux Etats-Unis : alors que la productivité de l'automobile, de l'aviation, de l'alimentaire, du textile ne soutenaient plus la comparaison avec celle des pays émergents, les emplois des banques, des assurances et des cabinets d'avocats se sont multipliés, engendrant un alourdissement par des formalités et des contentieux qui pèsent sur la productivité de l'économie réelle.

Le discours libéral fustige les bureaucraties publiques, mais c'est pour mieux laisser proliférer les bureaucraties privées, tout aussi lourdes et beaucoup plus rapaces (et qui ne renoncent pas à leurs habitudes facilement : en témoigne la manière dont Paulson confie la gestion des 700 Milliards de \$ à ses anciens collègues du privé, payés au pourcentage). Ainsi, la politique de facilité à court terme de Greenspan a créé des effets structurels à long terme qu'une baisse des taux ne peut effacer. Elle permet, au mieux, de gagner du temps.

Il me semble qu'il faut s'attendre, cette fois, à une évolution aboutissant à une remise en question beaucoup plus profonde, soit à peu près le scénario suivant :

Phase 1 : purge des crédits pourris et baisse massive (+ de 50%) de la valeur des avoirs boursiers

Phase 2 : effets en spirale sur l'économie réelle-> baisse du pouvoir d'achat-> accroissement considérable du chômage-> faillites d'entreprises-> baisse du pouvoir d'achat.etc..

Phase 3 : devant une situation sociale explosive, injection de monnaie massive par les gouvernements et les banques centrales pour essayer de sauver le système ; mais le système n'est pas sauvable, et ça déclenche une hyperinflation, comme dans l'Allemagne des années 30. Or, à cette époque, plus des trois quarts de la population vivait à la campagne. Aujourd'hui, avec la concentration dans les villes, ça risque d'être beaucoup plus dur.

Phase 4 : dans une situation de chômage de masse, type 1929, on peut repartir avec d'autres règles du jeu : limitation de la fonction des banques à quelques gestions simples et constitution d'une monnaie mondiale (à côté d'un foisonnement de monnaies privées locales). Le moteur du nouveau départ est le financement d'infrastructures sur fonds publics, comme lors du " new deal " de Roosevelt des années 30 ou lors de la politique hausmannienne des années 1850. C'est une relance de type keynésien : des grands programmes d'aménagement pour sauver la planète.

Le 9 octobre 2008